

Jean-Denis PELLIER

Professeur à l'Université de Rouen

Membre du CUREJ

Né le 25 mai 1983, à Marseille

Tel : 06-22-74-63-30

Adresses électroniques : jean-denis.pellier@univ-rouen.fr

jean-denis-pellier@hotmail.fr



PARCOURS UNIVERSITAIRE

Cursus universitaire

- 2020 – Qualification aux fonctions de Professeur des Universités, section 01.
- 2019 – Habilitation à diriger des recherches de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : « Recherches en droit des sûretés et en droit de la consommation », soutenue le 5 décembre 2019 devant un Jury composé des Professeurs Philippe DELEBECQUE (garant), Lionel ANDREU (rapporteur), Philippe CHAUVIRÉ (rapporteur), Vincent EGÉA (Président) et Bertrand FAGES (examineur).
- 2018-2019 – Admissible au concours d'agrégation en droit privé et sciences criminelles.
- 2016-2017 – Admissible au concours d'agrégation en droit privé et sciences criminelles.
- 2011 – Qualification aux fonctions de Maître de conférences des Universités (section 01).
- 2006-2010 – Doctorat de l'Université d'Aix-Marseille sur le sujet « Essai d'une théorie des sûretés personnelles à la lumière de la notion d'obligation – Contribution à l'étude du concept de coobligation », sous la direction de M. le Professeur Christian ATIAS et de Madame le Professeur Anne LEBORGNE, thèse soutenue le 2 octobre 2010 devant un jury composé des Professeurs Christian ATIAS (directeur), Anne LEBORGNE (codirectrice), Laurent AYNES (rapporteur), Philippe DELEBECQUE (rapporteur), Antoine HONTEBEYRIE (examineur) et Emmanuel PUTMAN (Président). *Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publication en l'état, proposition pour un prix de thèse et pour une subvention en vue de la publication.*
- 2005-2006 – Master Droit à finalité Recherche, mention Droit privé, Sciences criminelles et Justice, spécialité Personnes, Familles et Contrats dans les ordres interne et international privé à l'Université d'Aix-Marseille. *Mention Bien*. Vice Major.
Mémoire sur « la délimitation entre le terme et la condition » sous la direction de M. le Professeur Christian ATIAS.

- 2004-2005 – Maîtrise de droit privé à l’Université d’Aix-Marseille. *Mention bien.*
Diplôme d’université en sciences pénales et criminologie de l’Institut de sciences pénales et de criminologie de l’Université d’Aix-Marseille. *Mention bien.*
- 2003-2004 – Licence de droit privé à l’Université d’Aix-Marseille. *Mention Bien.*
- 2002-2003 – Deuxième année de DEUG de droit à l’Université d’Aix-Marseille. *Mention bien.*
- 2001-2002 – Première année de DEUG de droit à l’Université d’Aix-Marseille. *Mention bien.*
- 2000-2001 : Baccalauréat série Littéraire, Académie d’Aix-Marseille, *Mention Assez bien.*

Distinctions universitaires

- 2011/2012 : Prix Cyrille Bialkiewicz pour le droit des entreprises en difficulté.
- 2010/2011 : Prix de thèse Ozenne de l’Académie de législation (droit privé).
- 2009/2010 : Premier prix de thèse (meilleure thèse toutes disciplines confondues) – Prix Jules et Louis Jeanbernat (meilleure scolarité de doctorat), attribués par la Faculté de droit et de science politique de l’Université d’Aix-Marseille.
- 2004/2005 : Prix de la Chambre départementale des Huissiers de Justice (meilleure note en Voies d’exécution) – 2^{ème} prix du concours de fin d’année de maîtrise en droit pénal spécial.
- 2003/2004 : 1^{er} prix du concours de fin d’année de licence en droit civil.
- 2002/2003 : Prix de la Ville de Marseille (Major du DEUG).

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

2020-2022, en qualité de Professeur

- **Cours magistraux à la Faculté de droit de Rouen :**
 - Voies d'exécution (Master 1), depuis 2020.
 - Fait juridique (Licence 2), depuis 2020.
 - Droit des personnes (Licence 1), depuis 2020.

- **Séminaires à la Faculté de droit de Rouen :**
 - Droit des contrats (Master 2 Droit privé général), 2020-2021.
 - Droit des obligations approfondi (Master 2 Droit privé général), depuis 2021.
 - Droit de la responsabilité civile (Master 2 Droit privé général), 2020-2021.
 - Droit des biens (Master 2 Droit privé général), depuis 2020.
 - Droit du financement (Master 2 Droit des affaires), depuis 2020.
 - Voies d'exécution (IEJ), 2020-2021.

2013-2020, en qualité de Maître de conférences

- **Cours magistraux à la Faculté de droit de Nancy (Université de Lorraine) :**
 - Droit de la consommation (Master 1), de 2013 à 2020.
 - Droit du crédit et du surendettement (Master 1), de 2018 à 2020.
 - Droit des sûretés (Licence 3), de 2013 à 2015.
 - Régime général des obligations (Licence 3), de 2013 à 2020.
 - Droit des contrats (Licence 2), de 2013 à 2018.
 - Droit des personnes et de la famille (Capacité 1), de 2013 à 2020.

- **Séminaires à la Faculté de droit de Nancy (Université de Lorraine) :**
 - Régime général des obligations (Master 2 Droit civil général), de 2013 à 2020.
 - Droit des sûretés (Master 2 Droit civil général et Master 2 Droit notarial), de 2013 à 2020.

- **Séminaires à la Faculté de droit d'Aix-Marseille**

- Droit des sûretés (Master 2 Carrière notariale), de 2013 à 2020

- **Cours magistraux au Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte :**

- Introduction au droit (Licence 1), en 2017.

2011-2013, en qualité de chargé d'enseignement

- Séminaires de droit des sûretés à l'Université d'Aix-Marseille (Master 2 Carrière notariale).

2006-2011 , en qualité d'allocataire-moniteur (de 2006 à 2009 à l'Université d'Aix-Marseille) puis d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (de 2009 à 2010 à l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne et de 2010 à 2011 à l'Université d'Aix-Marseille) :

- **Cours magistraux à l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne (dans le cadre du Centre Audiovisuel d'Etudes Juridiques) :**

- Droit des affaires (Licence 2), de 2009 à 2010.

- **Travaux dirigés :**

- Droit des contrats spéciaux (Licence 3), de 2009 à 2011.

- Droit des contrats (Licence 2), de 2007 à 2011.

- Droit de la responsabilité (Licence 2), de 2006 à 2009.

- Droit des personnes et de la famille (Licence 1), de 2006 à 2009.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

- Depuis janvier 2022 – Directeur de la session de formation continue sur le contentieux des contrats de consommation pour l’Ecole nationale de la magistrature.
- Depuis septembre 2021 – Directeur du Master II Droit privé général.
- Depuis septembre 2020 – Responsable de la mention droit privé au sein de l’Université de Rouen.
- Juillet 2019 – Août 2020 – Codirecteur de l’axe droit civil au sein de l’Institut François Génys de l’Université de Lorraine.
- 2014-2021 – Membre de comités de sélection de maîtres de conférences (Boulogne-2021 ; Paris 13-2021 ; Rouen-2021 ; Nancy-2014, 2015 et 2021 ; Dijon, 2016 ; Metz, 2018 ; Rennes, 2018).
- En 2018 : correcteur de l’épreuve écrite de droit civil pour le concours d’accès à l’Ecole Nationale de la magistrature.
- Depuis janvier 2018 – Chroniqueur pour la Revue des contrats (en droit de la consommation).
- Depuis janvier 2018 – Chroniqueur pour Dalloz actualité (en droit des obligations, droit des sûretés et droit de la consommation).
- Depuis octobre 2016 – Formateur pour Comundi et Dalloz.
- Depuis septembre 2015 – Expert auprès du Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur.
- Septembre 2014 – Août 2020 – Codirecteur du Master 2 Droit civil général de la Faculté de droit de Nancy.
- 2006-2010 – Membre de l’atelier régional de jurisprudence de la Cour d’appel d’Aix-en-Provence pour LexisNexis (Analyste pour Juris-Data des arrêts de la 1ère Chambre en Droit des obligations, droit de la vente et droit des sûretés). Chroniqueur au Bulletin d’Aix (Revue de l’IEJ de la Faculté de droit d’Aix-Marseille).

I. Liste ordonnée des publications

1. Ouvrages :

1. Ouvrages individuels

- 1) *Voies d'exécution*, Dalloz, coll. Mémentos, à paraître en 2022.
- 2) *Droit de la consommation*, 3^{ème} édition, Dalloz, coll. cours, 2021.
- 3) *Les droits du consommateur*, Que sais-je ? PUF, 2019.
- 4) *Essai d'une théorie des sûretés personnelles à la lumière de la notion d'obligation – Contribution à l'étude du concept de coobligation*, préface du Professeur Philippe Delebecque, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, tome 539, 2012. *Premier prix de thèse de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille - rix Jules et Louis Jeanbernat de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille – Prix Ozenne de l'Académie de législation – Prix Cyrille Bialkiewicz pour le droit des entreprises en difficulté*. Recension à la Revue trimestrielle de droit civil par le Professeur Anne-Sophie Barthez, 2013, p. 724.

2. Ouvrage co-écrit :

- 1) *Droit de la consommation, Droit interne et européen*, Dalloz action, sous la direction du Professeur Dominique FENOUILLET, 2020. Rédaction de deux chapitres consacrés à l'information des consommateurs et à la valorisation des produits et services.

2. Autres publications

1. *Articles*

1. *Réflexions sur la qualification du crédit servant à financer un immeuble par destination*, Recueil Dalloz 2021, p. 2243.
2. *Plaidoyer en faveur de la saisissabilité des créances éventuelles*, Recueil Dalloz 2021, p. 2139.
3. *Le gage professionnel in Le nouveau droit des sûretés sous l'angle des affaires (dir. A. Hontebeyrie)*, *Revue Lamy droit des affaires*, Supplément au numéro de novembre 2021, p. 25.
4. *Régime de l'attribution en matière hypothécaire : pour une modification des futurs articles 2452 et 2453 du Code civil – À propos de l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés*, *La Semaine juridique édition Entreprise et affaires*, 2021, act. 724.
5. *Retour sur le gage immobilier à la lumière de la nouvelle réforme du droit des sûretés*, *La Semaine juridique édition Entreprise et affaires*, 2021, act. 712.
6. *La propriété retenue ou cédée à titre de garantie*, *La Semaine juridique édition générale* 2021, Supplément au numéro 43-44, p. 53.
7. *Les dispositions générales relatives aux sûretés réelles*, *La Semaine juridique édition générale* 2021, Supplément au numéro 43-44, p. 30.
8. *La dénaturation de l'article liminaire du code de la consommation. À propos de l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques*, *Recueil Dalloz* 2021, p. 1873.
9. *Réforme des sûretés : saison 2*, *Direction du dossier sur la réforme du droit des sûretés pour Dalloz actualité*.
10. *Regard sur la recommandation de la Commission des clauses abusives numéro 21-01 relative aux contrats de crédit à la consommation*, *La Semaine juridique édition Entreprise et affaires*, 2021, 1348.
11. *Vers une extension de la voie parée ?* *Recueil Dalloz* 2021, p. 1037.
12. *Les dispositions du code des procédures civiles d'exécution dans l'avant-projet d'ordonnance portant réforme du droit des sûretés*, *Recueil Dalloz* 2021, p. 579.
13. *Peut-on pratiquer une mesure conservatoire sur des biens insaisissables ?* *Recueil Dalloz* 2021, p. 244.

14. *Retour sur la nature de l'expulsion*, Les Petites affiches, 4 février 2021, p. 12.
15. *Retour sur la règle de l'interdiction des paiements dans les contrats conclus hors établissement à la lumière du droit de l'Union européenne*, Recueil Dalloz 2020, p. 2459.
16. *Retour sur l'office du juge en matière de crédit à la consommation*, AJ Contrat 2020, p. 469.
17. *Crise sanitaire : il faut sauver l'ordonnance n° 2020-315 relative au tourisme !* Recueil Dalloz 2020, p. 2074.
18. *Une loi de plus sur le démarchage téléphonique ! A propos de la loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux*, La Semaine juridique édition Entreprise et affaires, 2020, act. 615.
19. *Le séquestre dans l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux*, Revue des contrats n° 2020-3, p. 195.
20. *Plaidoyer pour une généralisation de la distinction entre arrhes et acomptes*, Recueil Dalloz 2020, p. 1366.
21. *La modification unilatérale du contrat en droit du tourisme*, AJ Contrat, Juillet 2020, p. 316.
22. *Réflexions sur le gage ayant pour objet un immeuble par destination ou un meuble par anticipation*, Recueil Dalloz 2020, p. 1236.
23. *Le gouvernement au secours des professionnels du spectacle et du sport*, Recueil Dalloz 2020, p. 1042.
24. *L'art de légiférer en vrac : les pratiques commerciales encouragées. A propos de la Loi numéro 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire*, Contrats, concurrence, consommation, mai 2020, Focus 16.
25. *Ordonnance du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 : l'exclusion regrettable des délais de rétractation*, La Semaine juridique édition Entreprise et affaires, 23 avril 2020, 274.
26. *Le gouvernement au secours des professionnels du tourisme. A propos de l'ordonnance numéro 2020-315 du 25 mars 2020*, Recueil Dalloz 2020, p. 775.
27. *L'impact de l'épidémie de coronavirus sur les contrats du tourisme*, Recueil Dalloz 2020, p. 729.
28. *Prorogation des délais (Covid-19): qu'en est-il du délai butoir ?* Recueil Dalloz, p. 716.
29. *Retour sur le contrôle des prix sur fond de coronavirus : entre Charybde et Scylla. A propos du décret numéro 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques*, Recueil Dalloz, 2020, p. 546.

30. *L'harmonisation des sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global*, Contrats, concurrence, consommation, décembre 2019, Focus 43.
31. *Droit de rétention et nantissement de titres financiers*, Recueil Dalloz 2019, p. 1846.
32. *Une figure méconnue : la cession de l'émolument de la créance*, Revue trimestrielle de droit civil, 2019, p. 229.
33. *Retour sur le délai butoir de l'article 2232 du code civil*, Recueil Dalloz 2018, p. 2148.
34. *Les dispositions de la loi du 20 avril 2018 ratifiant l'ordonnance du 10 février 2016 en matière de régime général des obligations*, La Semaine juridique Entreprise et affaires 26 avr. 2018, act. 298.
35. *Une certaine idée du cautionnement – À propos de l'Avant-projet de réforme du droit des sûretés de l'Association Henri Capitant*, Recueil Dalloz 2018, p. 686.
36. *Code de la consommation, saison 2*, Contrats, concurrence, consommation, Août-septembre 2017, Focus 52.
37. *Retour sur l'imprévision dans le projet de réforme du droit des contrats*, Les petites affiches, 16 novembre 2015, p. 8.
38. *La cession de dette dans le projet de réforme du régime général des obligations*, Les petites affiches, 5 octobre 2015, p. 8.
39. *La poursuite de la construction d'un régime des sûretés pour autrui, À propos de la modification de l'article L. 643-11 du Code de commerce par l'Ordonnance du 12 mars 2014*, Recueil Dalloz, 2014, p. 1054.
40. *Réflexions sur la classification des sûretés réelles*, Les petites affiches,, 24 avril 2014, p. 7.
41. *La nature de la délégation imparfaite*, Recueil Dalloz 2014, p. 92.
42. *La nature juridique du patrimoine affecté de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée*, Revue trimestrielle de droit commercial, 2013, p. 45.
43. *De quelques difficultés suscitées par les mentions manuscrites en matière de cautionnement envers un créancier professionnel*, Les petites affiches, 2009, p. 6.
44. *Clause de non-concurrence et contrat de collaboration libérale*, Les petites affiches, 10 juillet 2009, p. 4.
45. *Les conflits de qualification entre le terme et la condition*, Revue de la recherche juridique, n° 2008-2, p. 913.
46. *Le sort du contrat en cas de défaillance de la condition suspensive*, Les petites affiches, 10 avril 2008, p. 3.
47. *Réflexions sur la spécificité de l'hypothèque rechargeable*, Les petites affiches, 17 janvier 2008, p. 3.

48. *Le mandat de protection future issu de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs*, Les petites affiches, 25 avril 2007, p. 4.
49. *Regard sur la fiducie-sûreté*, Les petites affiches, 21 mars 2007, p. 6.

2. *Chapitres d'ouvrages collectifs*

- 1) *La responsabilité civile du banquier et le devoir de mise en garde in La responsabilité civile du banquier aujourd'hui* (dir. J. Lasserre-Capdeville), LexisNexis, 2022.
- 2) *Pour la cession de créance de droit commun à titre de garantie in La réforme du droit des sûretés* (dir. L. Andreu et M. Mignot), LGDJ, Institut universitaire Varenne, 2019, p. 243.
- 3) *L'incidence de la réforme du droit des obligations sur les sûretés personnelles in Les contrats spéciaux et la réforme du droit des obligations* (dir. L. Andreu et M. Mignot), LGDJ, 2017, Institut universitaire Varenne, p. 499 (coécrit avec M. L. Andreu, partie consacrée aux sûretés personnelles en droit prospectif).

3. *Fascicules*

- 1) Répertoire commercial Dalloz, rubrique sur les ventes réglementées, 2021.
- 2) JurisClasseur Contrats – Distribution, Fascicule sur les clauses relatives à la vente commerciale, à paraître en 2021.
- 3) JurisClasseur Contrats – Distribution, Fascicule sur les conditions générales de vente et contrats-types, 2021.
- 4) Juris-Classeur Contrats – Distribution, Fascicule sur les produits interdits et réglementés, à paraître en 2021.
- 5) Répertoire civil Dalloz : Privilèges immobiliers spéciaux, 2020.
- 6) Répertoire civil Dalloz : Privilèges généraux, 2019.
- 7) JurisClasseur Contrats et distribution, LexisNexis, fascicule 310 : Obligation de délivrance du vendeur – sanction de l'inexécution, par J. Gatsi, actualisation, 2018.
- 8) JurisClasseur Contrats et distribution, LexisNexis, fascicule 3405 : Mandat de gestion d'immeuble, par E. Bouvat-Martin, actualisation, 2017.
- 9) Répertoire civil Dalloz, Condition, par Y. Buffelan-Lanorre, actualisation, 2017.

- 10) **JurisClasseur Banque – Crédit – Bourse, LexisNexis, fascicule 780 : Garanties intrinsèques au régime général des obligations, par D. Porrachia et F. Rizzo, actualisation, 2017.**
- 11) **Fiche pratique n° 3357, LexisNexis, Les opérations sur obligations, 2016.**
- 12) **Fiche pratique n° 3333, LexisNexis, Les quasi-contrats, 2016.**
- 13) **JurisClasseur Banque – Crédit – Bourse, LexisNexis, fascicule 550 : Escompte, par C. Lassalas actualisation, 2016.**
- 14) **JurisClasseur Banque – Crédit – Bourse, LexisNexis, fascicule 744 : Le porte-fort, 2016.**
- 15) **JurisClasseur Contrats et distribution, LexisNexis, Fascicule, 2160 : Séquestre, 2015.**
- 16) **JurisClasseur Contrats et distribution, LexisNexis, Fascicule 3300 : Fiducie, 2014.**

4. Chronique de droit de la consommation pour la Revue des contrats (trimestrielle)

- 1) **Regard sur l'ordonnance n° 2021-1734 du 22 décembre 2021 transposant la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 et relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs, RDC n° 2022-2, à paraître.**
- 2) **La nouvelle garantie légale de conformité est arrivée ! RDC n° 2022-1, à paraître.**
- 3) **Note sous CJUE, 10 juin 2021, Un journal contenant un conseil de santé inexact n'est pas un produit défectueux, RDC n° 2021-4, p. 65.**
- 4) **Note sous CJUE, 18 mars 2021, Quand le voyage tourne au cauchemar... Regard sur la responsabilité de l'organisateur d'un voyage du fait de l'employé d'un prestataire, RDC n° 2021-3, p. 80.**
- 5) **Regard sur la directive 2020/1828 du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs, RDC n° 2021-2, p. 92.**
- 6) **Note sous CJUE, 15 octobre 2020, L'obligation de domiciliation bancaire à l'épreuve du droit de l'Union européenne, RDC n° 2021-1, p. 110.**
- 7) **Note sous CJUE, 2 avril 2020, L'extension de la protection contre les clauses abusives, RDC n° 2020-4, p. 75.**
- 8) **Note sous CJUE, 17 décembre 2019, Retour sur le droit de rétractation dans les foires commerciales, RDC n° 2020/3, p. 102.**

- 9) **Regard sur la directive dite Omnibus 2019/2161 du 27 novembre 2019, RDC n° 2020-2, p. 76.**
- 10) **Note sous CJUE, 7 novembre 2019, Le droit de la consommation au secours du voyageur sans titre, RDC n° 2020-1, p. 65.**
- 11) **Le droit de la consommation à l'ère du numérique, commentaire de la directive (UE) 2019/770 du 20 mai 2019, relative aux contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques, RDC, n° 2019/4, p. 86.**
- 12) **Note sous Cass. crim., 19 mars 2019, Du champ d'application des pratiques commerciales déloyales, RDC, n° 2019/3, p. 89.**
- 13) **Note sous CJUE, 23 janv. 2019, De l'espace et du temps en droit de la consommation, RDC n° 2019/2, p. 66.**
- 14) **Note sous CJUE, 13 sept. 2018, Retour sur la notion de fourniture non demandée, RDC n° 2019/1, p. 118.**
- 15) **Note sous CJUE, 17 mai 2018, Quand le droit de la consommation protège les étudiants, RDC n° 2018/4, p. 588.**
- 16) **Le nouveau droit contractuel du tourisme, RDC 2018/3, p. 414.**
- 17) **Une nouvelle donne pour les consommateurs ! RDC 2018/3, p. 422.**

5. Principales notes d'arrêts

- 1) **Note sous Cass. 3^{ème} civ., 8 décembre 2021, L'impérialisme du délai butoir de l'article 2232 du Code civil, à paraître au sein de la Semaine juridique édition Entreprise et affaires.**
- 2) **Note sous Cass. 3^{ème} civ., 12 mai 2021, L'hypothèque ne survit pas à la prescription, Recueil Dalloz 2021, p. 1367.**
- 3) **Note sous Cass. 1^{ère} civ., 24 mars 2021, Variations sur l'appréciation de la proportionnalité du cautionnement, la Semaine juridique édition Entreprise et affaires, 2021, 1300.**

- 4) Note sous Cass. com., 6 janvier 2021, Retour sur la prescription de l'action en responsabilité à l'encontre d'une banque pour manquement à son devoir de conseil, La Semaine juridique édition Entreprise et affaires 2021, 1080.
- 5) Note sous Cass. 3^{ème}, 1^{er} octobre 2020, Des privilèges immobilier spéciaux en droit local, Recueil Dalloz 2020, p. 2276.
- 6) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 1^{er} octobre 2020, Le délai butoir à l'épreuve du temps, La Semaine juridique édition générale 2020, 1168.
- 7) Note sous Cass. 2^{ème} civ., 2 juillet 2020, La consécration du droit exclusif au paiement du créancier nanti, Recueil Dalloz 2020, p. 1940.
- 8) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 20 mai 2020, L'éviction de la prescription biennale à l'égard du coemprunteur d'un professionnel, La Semaine juridique édition Entreprise et affaires 2020, 1333.
- 9) Note sous Cass. crim., 28 janvier 2020, Quand le hasard devient trompeur ! Retour sur la notion de pratique commerciale réputée trompeuse, la Semaine Juridique Entreprise et Affaires, 23 juill. 2020, 1305.
- 10) Note sous Cass. Ass. plén., 10 juillet 2020, L'unité des sanctions civiles relatives au TEG, Recueil Dalloz 2020, p. 1441.
- 11) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 5 mars 2020, Du caractère facultatif de la purge amiable, Recueil Dalloz 2020, p. 924.
- 12) Note sous Cass. 2^{ème} civ., 27 février 2020, Du caractère limitatif des causes de déchéance de la procédure de surendettement, la Semaine Juridique Entreprise et Affaires, 11 Juin 2020, 1227.
- 13) Note sous Cass. com., 22 janvier 2020, L'opposabilité par la caution de l'extinction de la créance pour déclaration irrégulière, Recueil Dalloz 2020, p. 855.
- 14) Note sous Cass. com., 22 janvier 2020, De la primauté des procédures collectives sur les sûretés, La Semaine Juridique Edition Générale, 6 avr. 2020, 423.
- 15) Note sous Cass. 2^{ème} civ., 9 janvier 2020, Précisions sur la sanction de l'inexécution des mesures de traitement du surendettement, la Semaine juridique édition entreprise et affaires, 5 mars 2020, 1099.
- 16) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 14 novembre 2019, Le régime général des obligations au service du droit du tourisme, Recueil Dalloz 2020, p. 257.
- 17) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 24 octobre 2019, L'opposabilité au tiers garant de l'imputation volontaire des paiements, Recueil Dalloz 2019, p. 2455.
- 18) Note sous Cass. com., 9 octobre 2019, Retour sur l'imputation volontaire des paiements et la compensation légale, la Semaine juridique édition générale, 18 nov. 2019, 1187.

- 19) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 12 septembre 2019, Le droit des biens à la rescousse des bailleurs ! Recueil Dalloz 2019, p. 2025.
- 20) Note sous Cass. 2^{ème} civ., 6 juin 2019, Cautionnement du dirigeant et surendettement, la Semaine juridique entreprise et affaires, 10 Octobre 2019, 1459.
- 21) Note sous Cass. com., 30 janvier 2019, Qualification de la garantie autonome et obligation de mise en garde, Recueil Dalloz, 2019, p. 801.
- 22) Note sous Cass. com., 16 janvier 2019, Prescription de l'action contre la caution et procédures collectives, la Semaine juridique entreprise et affaires 28 févr. 2019, 1108.
- 23) Note sous Cass. com., 27 septembre 2018, EIRL et surendettement, la Semaine juridique entreprise et affaires, 18 oct. 2018, 1528.
- 24) Note sous Cass. com., 26 septembre 2018, La solidarité active ne se présume absolument pas ! Recueil Dalloz 2018, p. 2404.
- 25) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 7 juin 2018, La consécration de l'inopposabilité des exceptions en matière de délégation, Recueil Dalloz 2018, p. 1624.
- 26) Note sous Cass. com., 7 février 2018, Le manquement grave de l'EIRL, la Semaine juridique édition générale, 2018, 279.
- 27) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 21 décembre 2017, L'obligation *in solidum*, une solidarité qui ne dit pas son nom, Recueil Dalloz, 2018, p. 547.
- 28) Note sous Cass. com., 13 décembre 2017, Retour sur le terme du cautionnement, La Semaine juridique édition générale, 2018, 77.
- 29) Note sous CA Papeete, 2 août 2017 et Cass. 1^{ère} civ., 6 juillet 2017, L'avocat travaillerait-il gratuitement ? Recueil Dalloz 2017, p. 2410.
- 30) Note sous Cass. com., 31 janvier 2017, Mention manuscrite et durée du cautionnement, JCP G, 13 févr. 2017, 169 .
- 31) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 3 février 2016, La soumission au régime du crédit immobilier n'emporte pas soumission à la prescription biennale du Code de la consommation, La Semaine juridique entreprise et affaires, 9 juin 2016, 1348.

- 32) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 4 février 2016, Retour sur le domaine et la sanction des clauses abusives au sens de l'article L. 132-1 du Code de la consommation, Les petites affiches, 10 juin 2016, p. 12.
- 33) Note sous Cass. 3^{ème} civ., 7 janvier 2016, Les méandres de la distinction entre le terme et la condition, Recueil Dalloz, 2016, p. 939.
- 34) Note sous Cass. 1^{ère} civ., 25 novembre 2015, L'affinement du régime de la sûreté réelle pour autrui, La Semaine juridique édition générale, 22 février 2016, 218.
- 35) Note sous Cass. com., 13 octobre 2015, Retour sur l'article 2313 du Code civil, La Semaine juridique entreprise et affaires, 12 novembre, 2015, 1557.
- 36) Notes sous Cass. 1^{ère} civ., 9 juillet 2015, De l'intérêt de l'acte authentique en matière de cautionnement, La Semaine juridique édition générale, 2015, 1069.
- 37) Note sous Cass. com., 3 décembre 2013, Le domaine de l'article L. 132-1 du Code de la consommation : la question des sociétés commerciales, Les petites affiches, 6 mai 2014, p. 10.
- 38) Note sous Cass. com., 1^{er} octobre 2013, Cautionnement et droit de gage général, La Semaine juridique édition générale, 2014, 207.
- 39) Note sous Cass. com., 18 juin 2013, L'obligation du porte-fort de l'exécution, Recueil Dalloz, 2013, p. 2551.
- 40) Note sous Cass. soc., 7 décembre 2011, Quand le droit contractuel l'emporte sur le droit processuel, La Semaine juridique édition générale, 2012, 372.
- 41) Obs. sous Cass. 2^{ème} civ., 7 juillet 2011, Une certaine idée de la subrogation personnelle, Les petites affiches, 5 mars 2012, p. 9.
- 42) Obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 23 juin 2011, Force majeure et obligation de résultat, Les petites affiches, 6 décembre 2011, p. 21.
- 43) Note sous CA Aix-en-Provence, 10 septembre 2009, Retour sur la notion de chèque de garantie, La Semaine juridique entreprise et affaires, 2010, 1466.
- 44) Note sous CA Aix-en-Provence, La pédagogie des cautions, 10 juillet 2009, Les petites affiches, 22 janvier 2010.

- 45) Note sous CA Aix-en-Provence, 4 décembre 2008 et 21 janvier 2009, Application dans le temps des dispositions protectrices de la caution, La Semaine juridique édition générale, 2009, II 10100.
- 46) Note sous CA Aix-en-Provence, 12 février 2009, L'inconfort relatif de la position du créancier antichrésiste (ou titulaire d'un gage immobilier), Les petites affiches, 23 septembre 2009, p. 6.
- 47) Note sous CA Aix-en-Provence, 4 septembre 2008, Le régime de l'obligation du coemprunteur solidaire comparé à celui du cautionnement, Les petites affiches, 21 avril 2009, p. 12.
- 48) Note sous CA Aix-en-Provence, 19 juin 2008, Le pouvoir de la volonté suite à la défaillance de la condition suspensive, Les petites affiches, 26 février 2009, p. 19.
- 49) Note sous Cass. crim., 17 juin 2008, De l'importance de la motivation des arrêts et jugements (à propos de l'intention en droit pénal), Les petites affiches, 6 novembre 2008, p. 9.
- 50) Note sous CA Aix-en-Provence, 3 avril 2008, De l'utilité de la doctrine au sein des prétoires, Les petites affiches, 30 septembre 2008, p. 15.
- 51) Note sous CA Aix-en-Provence, 18 octobre 2007, Appréciation d'une clause de non-concurrence stipulée dans un contrat de remplacement, La Semaine juridique entreprise et affaires, 2008, 2172.
- 52) Note sous CA Aix-en-Provence, 8 novembre 2007, La solidarité active doit être tout aussi expresse que la solidarité passive, Les petites affiches, 22 juillet 2008, p. 13.
- 53) Note sous CA Aix-en-Provence, 20 septembre 2007, L'admission de l'erreur sur le droit en matière pénale, Gazette du Palais, 23/24 mai 2008, p. 18 et Actualité juridique pénal 2008, n° 5, p. 231.
- 54) Note sous CA Aix-en-Provence, 11 septembre 2007, Domaine de l'obligation d'information de la caution d'entreprise, La Semaine juridique édition générale, 2008, II 10028.
- 55) Note sous Cass. crim., 26 septembre 2007, L'impérialisme de la loi pénale française, Gazette du Palais, 17 janvier 2008, p. 11.

- 56) Note sous CA Aix-en-Provence, 14 avril 2006 et 9 mars 2007, Sous-cautionnement, défaut de déclaration de créance par la caution de premier rang et recours subrogatoire, Les petites affiches, 14 novembre 2007, p. 12.
- 57) Note sous Cass., ch. mixte, 6 juillet 2007, Le domaine de la mise en demeure en matière de dommages et intérêts contractuels, Les petites affiches, 1^{er} novembre 2007, p. 14.

6. Communications à des colloques et conférences

- 1) Le rescrit en droit de la consommation – Table ronde organisée le 28 janvier 2022 au Laboratoire de sociologie juridique de l'Université Panthéon-Assas (dir. D. Fenouillet et T. Genicon).
- 2) Le devoir d'information – Rencontres franco-qubécoises : Cinq ans de la réforme du droit français des contrats : questions communes, influences mutuelles ? Le 30 novembre 2021 (dir. G.-A. Berthold, J. Heinich et J. Torres-Ceyte), Article à paraître au sein de la Semaine juridique édition Entreprise et affaires.
- 3) Le renforcement des droits des consommateurs en matière bancaire – Colloque sur le banquier du 21^{ème} siècle organisé le 25 novembre 2021 à l'Université d'Angers (dir. S. Ringler).
- 4) La négociation collective des contrats-types – Colloque sur la négociation en droit de la consommation organisé le 4 novembre 2021 à l'Université d'Angers (dir. S. Bernheim-Desvaux), Actes à paraître à la Revue Lamy droit des affaires.
- 5) Projet d'ordonnance relatif au contrat de contenu et service numériques, Une rencontre autour de la consultation publique sur la transposition de la directive 2019/770 – Webinaire organisé le 7 avril 2021 dans le cadre des rencontres de la chaire droit de la consommation (dir. N. Sauphanor-Brouillaud et C. Aubert de Vincelles).
- 6) La responsabilité du banquier à l'égard de la caution – Colloque sur la spécialisation de la responsabilité civile organisé le 13 novembre 2020 par l'Université Littoral Côte d'Opale (dir. A. Dumery).
- 7) Le touriste mobile – Actes du colloque sur la mobilité organisé à la Faculté de droit de Rouen le 5 novembre 2019, éditions de l'Institut universitaire Varenne, 2021 (dir. J. Dechepy et J.-M. Jude).
- 8) L'office du juge en droit de la consommation – Conférence le 12 décembre 2017 à la Cour d'appel de Nancy.

- 9) **L'obligation solidaire dans le nouveau régime général des obligations *in* Le nouveau régime général des obligations (dir. V. Forti et L. Andreu), Dalloz, thèmes et commentaires, 2016, p. 45 – Actes du colloque sur le nouveau régime général des obligations à la Faculté de droit de Poitiers les 26 et 27 mai 2016, sous la direction de M. le Professeur Lionel Andreu et M. Valerio Forti.**

- 10) **Le principe de précaution en droit privé – Conférence à l'Ecole des avocats du grand Ouest, le 9 octobre 2015.**

- 11) **Le domaine de l'action de groupe en droit de la consommation – Conférence le 19 mars 2015 à la Faculté de droit de Nancy.**

- 12) **L'avènement de la solidarité nationale – Colloque de l'Union des Avocats européens, le 17 octobre 2014 à Marseille (Maison de l'Avocat).**

- 13) **La preuve civile et l'évolution de la technologie – Colloque de l'Union des Avocats européens, le 11 octobre 2013 à Marseille (Tribunal de commerce).**

- 14) **La gestion des risques en droit de la responsabilité civile – Colloque de l'Union des Avocats européens, le 12 octobre 2012 à Marseille (Maison de l'Avocat).**

- 15) **Le mandat de protection future en droit français, PUAM, 2010 – Actes du colloque relatif au nouveau droit des incapacités organisé par le Centre Pierre Kayser de la Faculté de droit d'Aix-Marseille le 12 décembre 2008, à Aix-en-Provence, sous la présidence du Professeur Jean Hauser.**